

**Discours de la Présidente**  
**Ouverture du congrès de l'ADF**  
**Jeudi 19 octobre 2017**

Monsieur le Président du Sénat, Cher Gérard Larcher,

Monsieur le Ministre, Cher Dominique Bussereau,

Mesdames et Messieurs les Parlementaires,

Mesdames et Messieurs les Présidents de Conseils Départementaux,

Monsieur le Préfet de Région,

Mesdames et Messieurs les élus,

Mesdames et Messieurs les Directeurs Généraux de services,

Mesdames et Messieurs,

C'est à la fois un plaisir, une fierté et un honneur que de vous accueillir ici à Marseille, dans notre département des Bouches-du-Rhône.

Un plaisir de recevoir 80 présidents de départements et plus de 700 congressistes, un record de participation dans l'histoire de nos congrès.

Une fierté de valoriser auprès de chacun de vous les formidables atouts d'un département qui innove et fait bouger les lignes.

Un honneur aussi d'accueillir, avec le Maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin et l'ensemble des élus de notre département, plusieurs personnalités de très haut rang.

Merci à vous, Monsieur le Président du Sénat, cher Gérard Larcher, d'être présent ce matin à nos côtés, après une brillante réélection que je veux saluer.

Nous comptons sur la sagesse et la hauteur de vue du Sénat pour défendre à chaque instant l'intérêt de nos territoires.

Le Premier Ministre et plusieurs membres du gouvernement viendront également s'exprimer à l'occasion de notre congrès, et nous sommes impatients de les entendre.

Je veux remercier chaleureusement le Président Dominique Bussereau et les membres du bureau exécutif de notre ADF qui ont choisi Marseille pour ce 87ème congrès.

Cher Dominique, je sais que vous êtes un amoureux de la Provence et que vous avez beaucoup pesé personnellement dans le choix des Bouches-du-Rhône.

Je veux rendre hommage à votre action à la tête de l'Assemblée des Départements de France.

Vous exprimez avec justesse et modération la voix des Départements auprès du gouvernement.

Vous savez concilier l'impératif d'un rassemblement par-delà les clivages partisans et l'affirmation de convictions très fortes.

Votre grande expérience politique et votre connaissance des rouages gouvernementaux vous permettent d'être respecté et écouté par les plus hautes autorités de l'Etat.

Avec votre équipe, cher Dominique, nous avons pu organiser un congrès qui, je l'espère, répondra à toutes vos attentes.

Une fois n'est pas coutume, nous avons choisi un lieu atypique pour abriter nos travaux.

Vous êtes ici dans le cœur du Théâtre de la Criée, devenu Théâtre National par la volonté de Gaston Defferre et d'Edmonde Charles-Roux.

Par sa programmation de très grande qualité et par le talent de ses équipes, le Théâtre de la Criée est l'une des scènes les plus réputées de notre pays.

C'est pour moi l'occasion de vous dire combien la culture, à Marseille et en Provence, vit de très beaux moments grâce, notamment, à l'engagement du Département.

La Provence sera, en 2018, à nouveau Capitale de la culture, poursuivant le formidable élan de Marseille 2013 avec le magnifique Mucem que vous découvrirez ce soir.

Ici en Provence, nous voulons que les différentes formes d'expression culturelle soient accessibles à tous et partout.

C'est pourquoi, chaque année, nous décernons le titre de Capitale départementale de la culture à une ou plusieurs communes, ce qui leur permet de bénéficier de moyens financiers supplémentaires et de faire rayonner les actions culturelles sur tout le territoire.

Nous avons également investi pour que l'un des symboles de la tradition provençale, créé par Frédéric Mistral, le Museon Arlaten, renaisse en 2019 au cœur de la ville d'Arles.

La culture n'est pourtant pas une compétence obligatoire de la collectivité départementale bien évidemment !

Et, pourtant, sans le département, tant d'associations, tant de structures, tant de manifestations ne pourraient pas vivre !

Dans ce domaine comme dans bien d'autres, nous assumons nos responsabilités, toutes nos responsabilités.

C'est ce que nous faisons ici en Provence.

Avec un souci toujours constant d'innovation dans un cadre budgétaire contraint et sans augmenter les impôts.

Nous innovons avec un Accélérateur de l'Emploi au cœur de l'Hôtel du Département pour accompagner les bénéficiaires du RSA vers le retour à une activité professionnelle.

Nous innovons avec un Plan Charlemagne de 2,5 milliards d'euros sur 10 ans pour faire de tous nos collèges des établissements modernisés, connectés où il fait bon vivre.

Nous innovons grâce à une convention signée avec la gendarmerie pour restructurer des casernes et améliorer les conditions de vie de nos forces de l'ordre.

Notre département, comme d'autres dans notre Région, est très impacté par les incendies et les nombreux risques naturels.

Nous n'hésitons pas à mettre des moyens financiers importants pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

Nous allons innover encore grâce à un partenariat inédit négocié avec La Poste pour permettre le maintien de ses services dans nos petites communes.

Nous tenons à défendre notre ruralité parce qu'elle fait partie de notre identité !

Nous pouvons tous en témoigner : le Département est un accélérateur du changement tout autant qu'il est un protecteur de nos solidarités.

Mesdames et Messieurs, qui pourrait le faire à notre place ?

Personne.

Nous ne sommes fermés à aucune évolution mais pas sans concertation.

Pas sans discussion.

Pas sans négociation.

Notre capacité d'adaptation est même grande au regard des lois, des textes et des normes qui viennent entraver notre action.

La « libre » administration des collectivités locales n'est qu'une pure fiction.

Et voilà que la loi NOTRe a introduit de nouvelles rigidités là où il faudrait de la souplesse, de la flexibilité et du droit à l'expérimentation.

Alors, mes chers collègues, nous allons encore être unanimes à demander à l'Etat qu'il bâtisse avec nous un vrai contrat de confiance.

Mais, à quoi bon, ai-je envie de dire ?

Car, jusqu'à présent, et sous tous les gouvernements, un principe d'un cynisme absolu a été retenu : c'est l'Etat qui décide mais c'est nous qui payons.

Sur le financement du RSA, c'est particulièrement flagrant.

Et qui mène des politiques d'insertion permettant de redonner de l'espoir et une dignité à nos concitoyens les plus fragiles ?

Ici, dans les Bouches-du-Rhône, nous avons fait baisser de 7000 le nombre d'allocataires du RSA grâce à des dispositifs innovants.

Oui, c'est l'Etat qui décide mais c'est nous qui payons.

Sur la prise en charge des Mineurs Etrangers Isolés, c'est tout simplement intenable.

Avec mes collègues présidents des départements de la région Provence Alpes Côte d'Azur, nous voyons arriver des milliers de mineurs non accompagnés.

Mais nos structures d'accueil ne peuvent pas faire face de manière satisfaisante ni décente pour tous ces enfants venus d'Afrique ou du Sahel.

C'est le gouvernement qui est responsable de la politique migratoire dans notre pays, pas les collectivités locales.

C'est à lui de prendre ses responsabilités et de définir une vraie stratégie nationale en la matière.

J'ai l'habitude de dire : comment prévoir l'imprévisible ?

Mes chers collègues, comment croire à un « pacte de confiance » quand, dans le même temps, le gouvernement supprime 150 000 emplois aidés sans avertir personne ?

Les contrats aidés ne sont certes pas la panacée mais j'ai choisi de valoriser le travail, le mérite et l'effort.

J'ai donc décidé de compenser les 300 emplois aidés qui sont supprimés dans les collèges des Bouches-du-Rhône.

C'est un choix politique parfaitement assumé parce qu'il n'est pas envisageable que nos enfants paient cette grave erreur qui va mettre à mal des milliers de structures et d'associations.

Je dis non au désengagement de l'Etat encore plus quand il touche notre jeunesse !

Je dis non au désengagement de l'Etat quand il concerne nos communes qui constituent le ciment de nos territoires !

Il y a trois semaines, j'ai réuni tous les maires de notre Département.

Ils étaient réunis et rassemblés pour dire combien l'institution départementale était indispensable, nécessaire au développement de leurs communes et à l'avancée de leurs projets.

Des Maires de grandes villes ou de petites communes, de droite ou de gauche, du centre ou apolitique, tous rappelaient à l'unisson leur attachement viscéral au Conseil Départemental, à ses élus et à ses services.

J'ai été heureuse et, pour tout dire, émue d'entendre cette clameur si intense venue d'élus qui n'en peuvent plus de se voir imposer des réformes venues d'en haut et qui en ont déjà tant subi.

Jamais dans l'histoire de ce territoire l'ensemble des maires, toutes tendances politiques confondues, ne s'étaient accordés sur une position commune pour défendre l'avenir de ce département.

A travers eux, s'exprime une inquiétude sourde de nos populations sur l'avenir de nos territoires.

Pourquoi donc chambouler ce qui marche?

Pourquoi donc bouleverser ce qui fonctionne?

Alors, oui, on me répondra :

Rationalisation des moyens.

Réduction des dépenses.

Suppression de strates.

Simplification administrative.

Mes chers collègues, nous n'avons pas été élus pour être expert-comptable ou syndic de faillite, même dans le « nouveau monde ».

Et, puisque nous sommes dans un théâtre, vous me permettrez de faire référence à une comédie du dramaturge anglais Ben Jonson.

Cette pièce s'appelle Volpone et porte le nom d'un célibataire très riche sans héritier naturel.

Volpone feint cyniquement d'être à l'article de la mort et laisse attirer à lui tous les prétendants à son héritage.

Il fait croire à ses proches que chacun d'eux sera son successeur.

Tout ce petit monde se presse autour de son lit d'agonie dans l'espoir d'appeler ses ultimes faveurs.

Volpone s'amuse de cette farce aussi noire que corrosive qu'il a réservée à tous les cupides.

Et bien mes chers collègues, Volpone, c'est le département.

Ils sont nombreux à roder autour, attendant avec impatience sa mort prochaine et espérant tirer bénéfice de sa disparition.

Et vous savez le meilleur de cette pièce ?

C'est que Volpone ne meurt pas !

Eh bien, le département ce sera pareil : il survivra encore pour longtemps !

Si vous êtes aujourd'hui si nombreux à Marseille, c'est bien parce que l'institution départementale, comme le héros de Jonson, est vivante et bien vivante.

Nos départements sont là et bien là.

Nos départements ont un passé, un présent et un avenir.

Oui, un avenir car la France a plus que jamais besoin de ses départements et de leurs élus.

Je suis convaincue que la transformation de la France passe par une décentralisation enfin assumée.

Une décentralisation qui accorde, enfin, toute leur place aux libertés locales.

Qu'on nous laisse travailler, expérimenter, imaginer !

Je crois à ces libertés locales qui redonnent le pouvoir à nos concitoyens et les rapprochent des centres de décision.

Mesdames et Messieurs, Chers Collègues, c'est peut-être ainsi que nous parviendrons à renouer le fil qui s'est distendu entre les Français et la politique.

Seule une vraie relation de confiance entre l'Etat et les collectivités locales nous permettra de réussir ensemble.

Dans l'intérêt de la France,

Dans l'intérêt de ses habitants,

Dans l'intérêt de ses territoires.

Vive les Départements !

Vive la Provence !

Vive la France !